

INFO... INFO... INFO... INFO

L'actualité de la gestion

par Philippe Naszályi

Manager la Protection sociale au XXI^e siècle !



Le mode de développement économique libéral qui va de pair avec un malthusianisme effrayant et réducteur qui génère finalement la propre destruction du système économique qu'il semblait protéger ne peut, dans le contexte actuel épargner la formation de ceux qui géreront les différentes branches de ce que l'on appelle de manière « générique » la Sécurité sociale et qui recouvre bien des diversités avec : la maladie, le recouvrement, la famille, la vieillesse ou encore les différents régimes (général, agricole et les travailleurs indépendants).

En abandonnant son nom, imprononçable et assez peu connu de CNESSS, l'Ecole Nationale Supérieure de Sécurité Sociale ou EN3S entend bien continuer pour mieux la développer et l'enrichir, sa mission de Grande école qui forme les futurs dirigeants de la Protection sociale par l'acquisition de connaissances et de compétences relatives à la mise en oeuvre du Service public de Sécurité sociale (management, droit, comptabilité).

Fondée en 1960, l'Ecole de Sécurité Sociale est située à Saint Etienne depuis 1978. En 45 ans d'existence elle a enseigné à 2 700 élèves dont la majorité travaillent toujours au sein des 615 organismes répartis sur tout le territoire. Ces anciens élèves devenus les « managers de la Sécu » disposent, au cours de leur carrière, d'une mobilité interne importante que ce soit en termes géographique ou professionnel.

Chaque année, l'EN3S forme 80 futurs managers des Caisses de Sécurité sociale pour décliner localement les politiques sociales et sanitaires décidées par les pouvoirs publics. Il semble que le nombre formé pour l'année à venir soit cependant en légère régression (75)...

On accède à l'Ecole par deux concours d'entrée : le premier destiné aux agents des organismes de Sécurité sociale, le second aux titulaires d'une licence au minimum. Chaque concours sélectionne 40 candidats.

Les élèves, rémunérés durant leur scolarité de scolarité de 18 mois, où alternent des enseignements théoriques et des stages en organisme.

Outre cette formation initiale, l'EN3S propose, chaque année, une offre de formation continue qui s'adresse à l'ensemble des cadres supérieurs et des dirigeants des organismes de protection sociale dans quatre domaines plus particulier :

- optimiser la dimension technique de la fonction de dirigeant ;
- accompagner son développement professionnel (faciliter la prise de fonction) ;
- accompagner son développement personnel (sur les situations difficiles ou de Changement) ;
- s'adapter à son environnement pour développer un management efficace.

Enfin comme toute grande école, l'EN3S dispose d'une dimension internationale en organisant des cycles de formation pour des stagiaires francophones, en réalisant des actions d'audits et en développant des partenariats, des jumelages et différents programmes de coopération avec de nombreux pays comme l'Algérie, la Colombie, la Chine, le Québec, les PECO, ou le Sénégal).

Elle participe enfin à différentes instances à vocation internationale (ex: le BIT, Bureau International du Travail).

Cette dimension internationale doit cependant se développer et s'enrichir de la volonté nettement affirmée de son directeur Claude Bigot.

Il en est de même du volet Recherche déjà présent grâce à une revue intéressante *Regard* que coordonne Muriel Peyrard et que le Président de l'Ecole, Jean-Marie Spaeth, en accord total avec le directeur, entend promouvoir.

Une bonne idée sans aucun doute qui permettra à des gestionnaires bien formés

de ne pas oublier que c'est dans la Recherche et dans l'études des valeurs fondatrices de la sécurité sociale que l'on peut sortir des exigences à court terme et à courte vue des réformes successives des Ministres de passage.

Du nouveau sur www-heb.univ-littoral.fr/rii

Une nouvelle présentation ainsi qu'une nouvelle architecture pour le site web du Lab.RII vient de voir le jour. La recherche, les manifestations scientifiques, l'organisation, les publications, la capacité en ingénierie, ainsi que les partenariats sont à présent plus accessibles.

L'offre française de fonds développement durable ne répond pas aux attentes des « épargnants responsables »

Les consommateurs français ont une forte demande d'information sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Leur méfiance envers les grandes entreprises augmente ainsi que leurs attentes. Pourtant, plus du quart des sociétés de gestion évaluées dans le Panorama des fonds Investissement Socialement Responsable (ISR) réalisé par Novethic n'ont pas de brochure commerciale présentant leur offre. Plus de la moitié ne publient aucune lettre d'infor-

mation spécifique sur ces problématiques. La moitié n'a pas de rubrique ISR sur son site Internet...

Des fonds dits « d'exclusion » (rejetant les entreprises ne répondant pas à certains critères absolus) n'auraient-ils pas aussi leur place ? Le développement de l'offre de fonds d'investissement socialement responsable passe en tous cas par un discours marketing construit et argumenté sur la philosophie d'investissement, la transparence du processus de gestion et les motivations des choix ISR pour la composition du portefeuille.

Analyse fondée sur la nouvelle étude Ethicity « Typologie des consommateurs responsables en France » réalisée en février 2005 auprès d'un échantillon de 3375 personnes âgées de 15 à 70 ans.

Pour accéder aux résultats :

http://www.novethic.fr/novethic/upload/com/Presentation_220605.ppt

5^e édition de PME City

Les 13 et 14 septembre à l'INT d'Evry (France), un événement incontournable propose deux jours de rencontres, ateliers, animations. A ne pas manquer, la table ronde inaugurale sur un thème : « *Comment faire aimer l'entreprise et ses patrons en France ?* », des personnalités d'audience nationale: Renaud Dutreil ou Gérard Larcher, Jean-François Roubaud, Sophie de Menthon, Corinne Lepage, Nathalie Kosciusko-Morizet, Serge Dassault... et des micro-ateliers, un espace consultations et les stands de nos partenaires.

Inscription (sans oublier le dîner de gala) sur le site www.pme-city.fr

Pour tout renseignement (CGPME 91) : +33 (0)1 69 36 33 89

29^e enquête d'opinion CCIP

Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée pour la Chambre de commerce et d'industrie de Paris par Médiamétrie¹ attestent d'une dégradation des indicateurs et d'une inquiétude persistante des dirigeants dans le cadre d'une conjoncture ralentie. « Dans ce contexte, les ambitions réformatrices doivent rester une priorité. Les choix de politique économique seront, à cet égard, déterminants pour restaurer la confiance des PME » explique Pierre Simon, président de la CCIP.

Au cours des six derniers mois, l'activité s'est ralentie. Les chefs d'entreprise de la CCIP ont été plus nombreux à constater une baisse de leur chiffre d'affaires surtout les petits établissements. Ceci explique que l'indicateur soit à nouveau négatif après un an d'amélioration sensible. Les perspectives d'activité se maintiennent à leur niveau actuel pour les six mois à venir, quelle que soit la taille de l'établissement

L'investissement connaît une baisse significative (principalement pour les petits établissements dans le secteur de l'industrie).

Nombre de PME enregistrent une baisse de leurs marges, tant pour l'agglomération parisienne que pour le reste du pays. Ceci est dû à la hausse du prix des matières premières et du pétrole, et à un euro fort,

conjugués à une forte concurrence internationale.

La situation de l'emploi apparaît stable sans beaucoup d'évolution à attendre. Concernant les grandes entreprises de Paris-Petite Couronne, une sur trois espère embaucher dans les 6 prochains mois. Ce chiffre tombe à une sur cinq pour les PME.

Au total, l'indice de confiance des chefs d'entreprise de Paris petite couronne est retombé à un niveau négatif comparable à celui d'octobre 2003. Il est cependant très supérieur à celui du niveau national.

Les ministres de 11 Etats membres conviennent de lancer un projet de Centre européen d'économie internationale

Les ministres des finances de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Pologne et du Royaume-Uni ont pris l'initiative de soutenir la création d'un « *think tank* » européen dans le domaine de l'économie internationale.

Fondé sur un partenariat équilibré entre les secteurs public et privé, ce centre combinera recherche et réflexions de politique économique. Il s'attachera à fournir à la fois un point de vue européen sur les enjeux mondiaux et un point de vue global sur les questions européennes, en appui à la stratégie de Lisbonne.

Ce projet devrait favoriser au sein de l'UE un dialogue plus ouvert, fructueux et ancré dans la réalité sur les priorités de politique économique, contribuant par là même à la croissance, ainsi qu'à son *leadership* dans les débats internationaux de politiques économique, financière et commerciale.

Sur la base de l'engagement pris par les 11 Etats membres, une équipe de projet entreprendra très prochainement de solliciter la participation de grandes entreprises européennes, afin que le centre puisse débiter ses activités avant la fin de l'année 2004.

L'activité de recherche sera menée en toute indépendance vis-à-vis des Etats comme des entreprises, et toutes les productions donneront lieu à publication. Le centre ne cherchera pas à jouer un rôle institutionnel dans le processus de décision communautaire.

Implanté à Bruxelles, ce centre aura donc pour mission de :

- fournir en toute indépendance des analyses et des recommandations de haut niveau, fondées sur la recherche ;
- mettre en place des relations de travail avec les décideurs européens, afin de jouer un rôle de cadre de dialogue informel sur l'action publique ;
- favoriser les échanges entre les chercheurs, les pouvoirs publics et les entreprises ;
- créer une plateforme destinée à renforcer l'interaction avec d'autres grands acteurs de l'économie mondiale ;
- contribuer aux débats publics sur les aspects économiques et financiers de la mondialisation.

La participation aux travaux du centre reste ouverte à tous les Etats membres de l'UE qui n'ont pas déjà pris part au lancement de cette initiative.

Pour toutes informations complémentaires concernant le projet, veuillez prendre contact avec Jean Pisani-Ferry au 33 (0)6 22 80 85 09.

(1) Enquête réalisée du 7 au 23 mars 2005 auprès d'un échantillon de 4400 dirigeants d'entreprise de moins de 500 salariés de Paris et des départements de la Petite couronne, 1456 dirigeants d'entreprise de moins de 500 salariés dans les autres départements (hors CCIP) et 125 chefs d'entreprise de 500 salariés et plus sur l'ensemble du territoire.

Recherche européenne

Si vous cherchez les liens multiples vers les sciences, les projets technologiques et les institutions à travers l'Europe, un nouveau ce nouveau site est fait pour vous. www.scienceineurope.net

Turbulences dans les grandes écoles de gestion françaises

Après la démission de Thomas Legrain, Pdg de Coach'Invest, de ses fonctions de vice-président de l'Association des Diplômés du Groupe Essec⁽¹⁾ son point de vue – repris dans les Echos du 4 mars 2005 sous le titre *Grandes écoles de gestion : oser le débat* – a été salué par plusieurs experts de l'enseignement supérieur qui se retrouvent dans ces propos et souhaitent que le débat se poursuive autour des premières initiatives qui ont vu le jour récemment sur le sujet de l'avenir des grandes écoles de gestion françaises⁽²⁾.

Cependant, force est de reconnaître que cet article a mis le feu aux poudres au sein

du groupe Essec et de l'association des diplômés dont les membres du comité de direction se voient mal critiquer la stratégie de l'école. Conviction sur le bien-fondé de la stratégie actuelle, manque de réflexion stratégique collective au sein même de l'association ou manque de courage des élus... peu importe selon T. Legrain, même si dans les faits leur mission consiste tout de même à représenter quelques 25.000 diplômés...

Toujours est-il que par les temps qui courent, toute prise de position semble devoir être interprétée par les dirigeants du groupe Essec comme une entrave aux relations difficiles et passionnelles qu'ils entretiennent avec leurs homologues d'HEC et de l'ESCP-EAP, alors même qu'ils auraient tout à gagner en défendant leurs intérêts communs.

Dans les faits, il existe un vrai effet d'optique entre la réalité et l'image diffusée de la situation des trois parisiennes. Soyons honnêtes et objectifs, les grandes écoles de gestion prétendent être des leaders internationaux alors qu'elles sont structurellement incapables d'affronter la concurrence du modèle anglo-saxon. Il est urgent pour elles de changer leur mode de pensée, d'accepter de travailler ensemble, de fusionner, avec des écoles d'ingénieurs ou avec des « business schools » européennes. C'est le seul moyen de constituer de vrais campus alliant taille critique, visibilité, complémentarité des formations, tout en préservant les critères de sélectivité et d'excellence.

Les trois parisiennes devraient rapidement arrêter de passer leur temps à se comparer entre elles et s'inscrire dans un projet de « business schools » à l'européennes.

(1) Thomas Legrain a été membre du Comité de Direction de l'Association pendant 8 ans dont 6 ans pendant lesquels il a été Vice Président.

(2) Notamment Pascale-Marie Deschamps, MBA la magie s'use, Enjeux les Echos mars 2005 et O. Basso, P.P. Dornier et J.P. Mounier, *Tu seras patron mon fils*, les grandes écoles de commerce face au modèle américain, Village Mondial, 2004

Forum de la formation du Cnam

Du 13 au 24 septembre, le Conservatoire national des arts et métiers de Paris propose un forum d'information, d'orientation et d'inscription à tous les actifs – salariés, demandeurs d'emploi, artisans, membres d'une profession libérale – ou étudiants à la recherche d'une formation complémentaire.

L'accueil du public a lieu du mardi au vendredi de 12h30 à 18h, jusqu'à 19h le jeudi et de 9h à 16h30 le samedi au 1 rue Montgolfier, Paris 3^e (M^o Arts et Métiers). Les formations sont présentées à travers les quatre pôles d'enseignement et de recherche du Cnam : Economie et gestion, Travail et société, Sciences et technologies de l'information et de la communication, Sciences et techniques industrielles.

Pour en savoir plus :

- info-formation Cnam : 01 40 27 23 30
- www.cnam.fr

Pour connaître les dates des forums en région : www.cnam.fr/forum/

Le Prix de technologie du Millénum

La période de nomination des candidats au plus grand prix de technologie du monde, le Prix du Millénum, est ouverte. Ce prix est destiné à récompenser une innovation technologique qui améliore considérablement la qualité de la vie. Les candidats peuvent venir de tous les secteurs de la technologie et de tous les pays du monde. La période des candidatures est ouverte jusqu'au 31 octobre 2005. Le prix est décerné par la Fondation indépendante du Prix du Millénum qu'ont créé en partenariat les secteurs privé et public finlandais. Le Prix du Millénum, d'une valeur d'un million d'euro, est décerné tous les deux ans. Il est destiné à donner une orientation humaine à la technologie en récompensant des innovations et des travaux de recherche et de développement qui tendent à améliorer la qualité de la vie. Le premier Prix du Millénum de l'histoire a été décerné en juin 2004 à l'inventeur du World Wide Web Tim Berners-Lee. Le nom du prochain lauréat sera rendu public en juin 2006 et la remise du prix aura lieu au cours d'une cérémonie solennelle qui se tiendra à Helsinki en septembre 2006. Le comité de sélection pour 2006 est composé de huit membres, à savoir les professeurs Jean-Claude Charpentier (France), Marja Makarow (Finlande), Bengt Nordén (Suède), Charles M. Vest (États-Unis), Akito Arima (Japon), Juhani Kuusi (Finlande), Bengt Stenlund (Finlande) et Pekka Tarjanne (Finlande) qui en assure la présidence. www.millenniumprize.fi

Mais où sont donc les jeunes scientifiques américains ?

Une étude de la National Science Foundation (NSF) souligne le déclin du nombre de scientifiques américains de souche, c'est-à-dire nés aux Etats-Unis. Le pourcentage de chercheurs et ingénieurs d'origine étrangère possédant une formation universitaire est ainsi passé de 14 % en 1990 à 22 % en 2000. Pour les doctorants, les chiffres sont encore plus frappants : ils étaient 40 % en 2000 contre 24 % en 1990. Certes, le nombre de visas H-1B délivrés à la main-d'œuvre qualifiée en 2002 a diminué par rapport à l'an 2000. Mais ce chiffre tient plus à la conjoncture économique qu'à un renversement des tendances et la dépendance américaine vis-à-vis des cerveaux étrangers reste élevée. Pour les auteurs de l'étude, la source du problème est claire : la carrière scientifique n'attire plus les jeunes Américains. La NSF appelle donc l'administration fédérale à fournir un effort particulier afin de promouvoir les sciences et techniques dans les écoles et de maintenir ainsi un capital de travailleurs américains. Cette position ne marque pourtant pas un repli sur soi ; une politique d'immigration susceptible de favoriser les échanges entre scientifiques nationaux et étrangers est également préconisée.

Extrait de S&T Presse USA - BULLETIN ELECTRONIQUE DES ETATS-UNIS Mission pour la Science et la Technologie Ambassade de France aux Etats-Unis

Consommation

La direction générale « Emploi, Affaires sociales et Egalité des chances » de la Commission européenne organise un colloque le 26 septembre 2005 de 9h30 à 17h30 à Bruxelles pour approfondir le concept de consommation responsable, en partenariat avec Alternatives Economiques.

Les études d'opinion montrent que les consommateurs sont plus concernés que jamais par les questions sociales et environnementales. Cependant, aux dires des entreprises et des distributeurs, le prix reste la préoccupation principale du consommateur moyen, et la concurrence continue de se jouer davantage sur les prix que sur la qualité sociale.

Entrée libre sur inscription conseillée avant le 10 septembre 2005. Pour s'inscrire, envoyer un courriel à csr@cec.eu.int - Adresse : rue Joseph II, 37 - 1040 Bruxelles.

http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-dial/csr/050926_cover_en.html

La revue internationale European Business Forum

Monsieur Bodo Schlegelmilch, actuellement professeur en marketing et management international à l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Vienne, vient d'être nommé comme représentant du comité académique de rédaction d'European Business Forum (EBF).

Il succède ainsi au Dr Jean-Jacques Lambin, Professeur Emérite à l'Université Catholique de Louvain et Professeur de Marketing-Driven Management à l'Université de Milan-Bicocca.

Dr Schlegelmilch travaillera en étroite collaboration avec Tim Dickson, le rédacteur en chef de la revue, pour renforcer la rigueur des travaux de recherche publiés et augmenter la valeur académique d'EBF.

« Bodo apporte à EBF une expérience inestimable dans les domaines du marketing management et stratégique, et je suis heureux qu'il nous ait rejoint », déclare Tim Dickson. « Même si EBF cible avant tout un lectorat d'hommes d'affaires, il est important que les contributions de nos collaborateurs atteignent les meilleurs critères académiques possibles ».

EBF est aujourd'hui en plein processus de recrutement de profils de haut niveau pour son comité de lecture en charge de la section 'in-depth'. Cette section permettra à ceux qui le souhaitent de soumettre anonymement leurs articles à l'examen de leurs pairs. www.ebfonline.com

Formation continue à l'ESSCA

Reprendre ses études ne résulte pas uniquement d'une frustration personnelle, c'est aussi une nécessité pour des salariés ou des demandeurs d'emploi. Il s'agit de maintenir, ou de développer son employabilité dans l'entreprise entre autres. L'ESSCA est l'une des premières écoles françaises de gestion à avoir développé

dès 1990 son programme Grande École en formation continue. Bernard Manceau, Directeur adjoint des relations et formations en entreprises à l'ESSCA note que « *le besoin de formation est intrinsèquement lié à la conjoncture, à la nécessité de se positionner sur le marché* ».

Informations pratiques :

Coût : 11 000 €

L'ESSCA bénéficie du soutien du Conseil Régional des Pays de la Loire. La demande de financement peut nécessiter de 3 à 6 mois.

Candidature novembre. Les épreuves de sélection et entretiens se déroulent en décembre. www.essca.asso.fr

Le portail Anciens-Grandes-Ecoles.org

Depuis mai 2005, Anciens-Grandes-Ecoles.org® propose aux entreprises le service « Cartes de Visite ». Auparavant réservé aux cabinets de recrutement, cet outil d'approche directe ciblée permet aux recruteurs de visualiser les cartes de visite professionnelles des diplômés.

Grâce une recherche multicritères prenant notamment en compte le secteur d'activité, l'école et l'expérience professionnelle, les entreprises ont accès aux noms et coordonnées des candidats correspondant au profil recherché.

Avec comme partenaires l'Apec, Hobsons et l'ANDCP, Anciens-Grandes-Ecoles.org® fait le lien vers 40 associa-

tions de diplômés. Ce sont ainsi près de 94 000 diplômés de grandes écoles comme l'ENSAM, les Mines, l'IAE Paris, l'EDHEC, l'ISC et l'ESCEM qui sont représentés.

Concours Profils

La Banque d'Épreuves Profils regroupant cinq Grandes Ecoles de Commerce : Saint-Etienne, Brest, Chambéry, La Rochelle et Troyes et permettant à des diplômés de niveau Bac+2, Bac+3 et Bac+4 d'intégrer respectivement la 1^{re} année (600 places) ou la 2^e année (180 places) clôture les inscriptions le 18 août 2005 à minuit (pour la 2^e session). Parce que chacun est différent par son parcours et ses projets, chaque étudiant admis a la possibilité de bénéficier d'un programme adapté à son profil permettant ainsi une valorisation de son cursus initial et un enrichissement au contact des autres... Les inscriptions s'effectuent exclusivement sur site internet.

<http://www.lebonprofil.com>

Forum de la GEIDE

L'information et la connaissance font parties intégrantes de la compétitivité des entreprises et de la performance des organismes publics. L'enjeu stratégique est de favoriser le déploiement des flux numériques. Le Forum, les 4, 5 et 6 octobre 2005 au CNIT – PARIS La

Défense, à l'ère de la révolution technologique du numérique apportera un début de réponses aux questions complexes de la mondialisation, des identités sociales et culturelles ainsi qu'au nouveau sens donné aux valeurs du travail.

Les conférences gratuites (débat stratégiques, paroles aux grands témoins et tables rondes) traiteront de 3 grandes thématiques :

- Compétitivité dans les entreprises en réseau,
- Compétences et logiques managériales à l'ère du numérique et du nouveau travail,
- Entreprises dans la mondialisation.

Nouveau 3^e cycle « environnement et stratégie »

Après le 3^e cycle « Management de l'environnement », créé il y a 6 ans, le Groupe Sup de Co La Rochelle renforce son offre de formation pour la rentrée 2005 avec le lancement d'un nouveau 3^e cycle « Environnement et Stratégie ». Il est destiné à répondre aux besoins des grandes entreprises et multinationales concernant la prise en compte de l'environnement dans leur stratégie de développement.

Renseignements :

Olivier NACCACHE

Responsable des Etudes Environnement & Développement Durable

+33 (0) 5 46 51 77 43